
SECURITE ALIMENTAIRE : LA FAIM JUSTIFIE-T-ELLE LES MOYENS ?

17 SEPTEMBRE 2022, VIC-EN-BIGORRE

Dialogue entre Antoine Bernard de Raymond, sociologue, chargé de recherche INRAE, auteur avec Delphine Thivet de « Un monde sans Faim » (Sciences Po, 2021) et Marine Raffray, agroéconomiste à Chambres d'agriculture France, coauteure avec Thierry Pouch de « La pandémie et l'agriculture : un virus accélérateur de mutations ? » (La France Agricole, 2022). Animé par Laura Martin-Meyer, Mission Agrobiosciences-INRAE. Edité le 05 janvier 2023.

Organisé à L'Octav, Centre Multimédia de Vic-en-Bigorre, le 17 septembre 2022, dans le cadre du Salon "Au Tour du Livre", par le collectif "AgriCultures et Société", la Mission Agrobiosciences-INRAE et la librairie La Litote.

LES RENCONTRES DE VIC-EN-BIGORRE

Co-organisées par le Collectif AgriCultures et Société, la Mission Agrobiosciences-INRAE et la librairie la Litote, ces rencontres se déroulent chaque année, en septembre, à l'occasion du Salon « Au Tour du livre ». Après les limites planétaires, cette année, c'est la question de la sécurité alimentaire qui était à l'honneur.

PORTRAITS



Antoine Bernard de Raymond et Marine Raffray

C'est en 2015 que **Marine Raffray** rejoint, le service études, références et prospective de Chambres d'agriculture France. A ce titre, elle collabore régulièrement avec la revue « *Paysans & Société* » dans laquelle elle analyse divers phénomènes allant de la gestion des risques climatiques jusqu'aux répercussions sur l'agriculture de la guerre en Ukraine, en passant par les Etats généraux de l'alimentation. Outre sa contribution à la dernière parution du Déméter (2022), signalons la publication cette année d'un ouvrage qu'elle cosigne avec Thierry Pouch : « *La pandémie et l'agriculture : un virus accélérateur de mutations ?* » (La France Agricole, 2022), qui dresse un bilan économique de la pandémie pour les secteurs agricole et alimentaire, sans faire l'économie de quelques éléments prospectifs au regard du climat et de la gouvernance mondiale.

Antoine Bernard de Raymond est sociologue, spécialiste de sociologie économique et de sociologie des mouvements sociaux. Chargé de recherche à INRAE, il explore de longue date les systèmes alimentaires, en particulier la transformation des relations entre agriculture et alimentation. Il a ainsi étudié les marchés des fruits et légumes en France, les conflits autour des OGM, ainsi que les grandes cultures céréalières.

Ses recherches ont mis en exergue le rôle des transports dans les transformations de l'économie, la place de la saisonnalité des pratiques, le renouvellement contemporain des formes de critiques et de protestation, ainsi que les tensions entre spécialisation de la production et agriculture familiale. Parmi ses nombreuses publications sur la question, signalons l'ouvrage « *Sociologie des grandes cultures. Au cœur du modèle industriel agricole* », qu'il cosigne en 2014 avec Frédéric Goulet. Il s'intéresse également à l'étude des mouvements sociaux, des inégalités sociales et de la pauvreté, ce qui le conduit par exemple à suivre de près la conflictualité autour des OGM, le mouvement des gilets jaunes ou encore la gouvernance de la sécurité alimentaire mondiale. A cet égard, il coordonne en 2021, aux côtés de Delphine Thivet, « *Un monde sans faim. Gouverner la sécurité alimentaire* », un recueil d'articles scientifiques dressant les leçons héritées de la crise de 2008 et les profondes transformations qu'elle a occasionnées dans la gouvernance mondiale de la sécurité alimentaire.

LE SUJET

Vic-en-Bigorre, un samedi de septembre 2022. Dans la salle de cinéma de la bourgade des Hautes-Pyrénées, plus de 80 personnes, agriculteurs, associatifs, responsables des chambres d'agriculture mais également des élèves du Lycée agricole voisin, sont venus participer à cette troisième édition des rencontres-débats.

Souvenez-vous. Le 24 février 2022, les chars russes franchissaient la frontière Ukrainienne. Très vite, la fièvre gagnait les marchés agricoles, les deux nations pesant lourd dans les exportations mondiales de blé ou d'oléagineux. Déjà hauts, les prix du blé ont atteint des niveaux supérieurs à ceux de 2008, faisant craindre de nouvelles crises alimentaires sur le continent africain ou au Moyen-Orient. Depuis lors, l'inflation n'a cessé de grimper.

Cette crise survient par ailleurs dans un contexte très particulier : celui de la réforme de la PAC, la Politique Agricole Commune. Ainsi, chaque Etat membre est appelé à construire un plan stratégique devant lui permettre d'atteindre les objectifs de durabilité fixés par l'Union européenne dans le cadre de sa politique « Farm to Fork »¹. Les grandes lignes ? 25% de surfaces agricoles cultivées en bio en 2030, la réduction de moitié du recours aux pesticides et celle de 20% des engrais azotés.

Dans ce cadre, deux discours émergent. Pour les uns, ces objectifs, adoptés avant la survenue du conflit, méritent d'être révisés car ils risquent de diminuer la production agricole, alors même que le conflit ukrainien appelle tout au contraire de sécuriser les approvisionnements alimentaires mondiaux, donc de produire plus. Pour les autres, le contexte nécessite d'engager sans tarder un virage agroécologique et ce, d'autant plus, qu'accroître la production ne résout en rien le problème de la faim dans le monde.

Finalement, pour quelle stratégie opter ? Dans quelle mesure le contexte actuel rebat-il vraiment les cartes des grandes orientations agricoles ? Et si l'accroissement de la productivité n'est pas la solution, quels autres leviers actionner ?

¹ Pacte vert : adoptée en 2019, cette feuille de route qui vise à rendre durable l'économie de l'UE, fixe des objectifs précis à tous les secteurs. Pour l'agriculture, ils sont

PRÉAMBULE

« Nous peinons à percevoir la photo finale qui nous indiquerait le chemin à suivre. »

Composé d'agriculteurs, de citoyens du territoire et d'enseignants, le groupe AgriCultures et Société vise à ouvrir la réflexion sur les problématiques agricoles. Il était invité à introduire la rencontre.

Christian Manauthon, éleveur : « Habituellement, l'objectif de notre collectif AgriCultures et société est d'apporter une vision, une réalité de terrain qui, parfois, s'harmonise avec l'analyse des intervenants, mais souligne aussi le fossé qui existe entre la théorie et la pratique que nous subissons, nous, agriculteurs. Dans tous les cas, et quel que soit le sujet traité, nous parvenons à débattre pour produire une synthèse consensuelle de nos avis communs ou divergents. Et, une fois n'est pas coutume, comme on dit prosaïquement, nous avons pataugé dans la semoule... Ce, pour plusieurs raisons. D'abord, parce que l'actualité climatique de ces derniers mois nous a obligés à mettre en valeur nos capacités physiques au détriment de notre potentiel intellectuel, la campagne bigourdane n'est pas encore climatisée comme les stades du Qatar. Ensuite, parce que l'actualité, voire l'histoire a subi une accélération telle ces derniers mois que nous n'avons pas le recul nécessaire pour analyser les effets réels et ruisselants de ces bouleversements fulgurants. Aussi parce que notre génération qui n'a jamais connu la guerre se trouve confrontée en un temps record à une multitude de conflits. Selon les plus hautes autorités de l'Etat : guerre pour l'énergie, guerre contre les Russes, guerre contre les virus, guerre contre l'inflation, guerre contre l'abondance... engendrant une nébuleuse quasi inextricable pour beaucoup d'entre nous.

De plus, lors de nos discussions, nous ne parvenons pas à globaliser notre vision de la problématique de la faim dans le Monde, retournant systématiquement à une approche locale, au mieux nationale. Sans doute notre statut à la fois de sédentaires et de nantis nous empêche-t-il d'élargir notre réflexion à des horizons plus lointains.

minutieusement listés dans deux documents de référence que sont la Stratégie Biodiversité et la stratégie « Farm to fork » ou « De la ferme à la table ».

Alors, bien sûr, nous avons connaissance du paradoxe de la famine où majoritairement le plus pauvre se trouve être celui qui produit des denrées alimentaires ; bien sûr, nous savons que la problématique de la faim n'est pas d'ordre quantitatif mais plutôt d'ordre politique au sens large du terme. Comme beaucoup, nous touchons du doigt les limites de l'ultralibéralisme et de la mondialisation puisque, aujourd'hui, nous percevons les prémices des pénuries ébranlant nos certitudes quant à la sécurité alimentaire. Sensations et constats, données officielles et clichés, discours objectifs et positions orientées... un fabuleux kaléidoscope qui nous embrume et dont nous avons peine à percevoir la photo finale qui nous indiquerait le chemin à suivre.

Alors, quelle est la réalité de la situation ? De quel côté penche la balance entre les conservateurs qui jugent l'époque peu favorable à un changement et les optimistes qui croient, au contraire, que la situation impose une orientation nouvelle ? Et si c'était le cas, quelles orientations devons-nous ou du moins devrions-nous prendre ? Quel rôle devons-nous jouer ? Y a-t-il des solutions et sont-elles applicables ? Nul doute que cet échange nous donnera matière à réflexion. »

DIALOGUE

Laura Martin-Meyer (LMM) : « **Commençons par un état des lieux. La guerre en Ukraine a suscité des craintes sur le marché des céréales, occasionnant une flambée des prix des matières premières agricoles. Résultat : beaucoup annoncent une crise alimentaire plus grave encore que celle de 2008 – d'ailleurs, l'inflation ne cesse de progresser, chacun le voit dans son caddie... Marine Raffray, vous suivez de près les répercussions du conflit ukrainien sur l'agriculture. Sommes-nous véritablement en crise alimentaire ? Et pour quelles raisons ?**

Marine Raffray (MR) : Rappelons tout d'abord que l'accroissement des prix des matières premières agricoles a démarré avant le 24 février 2022. Depuis la fin 2020, la tendance est à la hausse tant pour les

grandes céréales, l'huile que les protéagineux. Autrement dit, le conflit en Ukraine n'est pas le facteur déclencheur mais un élément aggravant. Ceci étant précisé, d'où vient cette hausse initialement ? Deux principaux facteurs. Premièrement, plusieurs pays se trouvent toujours en situation de crise sanitaire, à l'instar de la Chine qui n'en est pas encore tout fait sortie². Deuxièmement, la relance économique a été plus forte et rapide que prévue ; le PIB mondial a connu un impressionnant rebond. Ainsi, la demande sur de nombreuses matières premières énergétiques ou agricoles a été conséquente.

Par ailleurs, il faut également signaler que, dès 2020, la Chine a mis en place une stratégie très forte de sécurisation de ses stocks alimentaires, multipliant par quatre les importations des principales céréales ce qui a eu pour effet d'accroître les tensions sur la disponibilité des denrées et leur prix. La nation détient les plus gros stocks de blé et maïs dans le monde.

Dans ce contexte, qu'a changé le déclenchement du conflit ukrainien ?

MR : La Russie et l'Ukraine sont deux grandes nations exportatrices de denrées agricoles. La première est le premier exportateur de blé dans le monde, avec 20% des volumes exportés tandis que la seconde représente tout de même 9% pour cette céréale. S'ajoute également l'importance de la Russie sur les marchés énergétiques, avec le gaz notamment. La guerre et ses probables conséquences – moindre production agricole, impact des sanctions économiques engagées contre la Russie, réduction des exportations – ont généré une très forte incertitude sur les marchés, qui se sont immédiatement affolés. Cette amplification brutale a eu des conséquences pour les pays qui dépendent des exportations russes et ukrainiennes. C'est le cas notamment de plusieurs pays du pourtour Sud de la Méditerranée, d'Afrique sub-saharienne et d'Asie qui importent des céréales, particulièrement du blé, très présent dans leur régime alimentaire.

Antoine, vous avez plus précisément étudié les impacts de la crise alimentaire de 2008. Y a-t-il des points communs ?

Antoine Bernard de Raymond (ABR) : Le principal point commun entre la crise de 2008 et le contexte actuel, c'est l'envolée des prix sur les marchés agricoles internationaux. Fait notable, en 2008, cette envolée a

² Depuis, suite à un vaste mouvement de protestation, le gouvernement chinois a mis fin à sa politique Zéro Covid le 07 décembre 2022.

été perçue comme le signe annonciateur d'une crise alimentaire et d'une famine qui ne sont pas véritablement advenues. Le raisonnement qui a implicitement prévalu à l'époque était pourtant logique : pour vous nourrir, vous devez acheter de la nourriture ; si cette dernière est trop chère, vous aurez des difficultés d'accès. Cependant, cet enchaînement logique théorique s'est heurté aux réalités de terrain. Précisons tout d'abord que les indices des prix établis par la FAO sont déterminés pour de grandes commodités sur les marchés mondiaux. Or cela pose deux questions : comment se traduisent ces prix internationaux sur les marchés locaux ? Quel est le poids de ces commodités dans le régime alimentaire des différents groupes sociaux au sein d'un pays ? Ces derniers ne vont pas tous se nourrir de la même façon, ce qui signifie qu'ils ne vont pas avoir la même dépendance aux marchés mondiaux. Par exemple, le Sénégal est dépendant des importations asiatiques de riz mais ce n'est pas la seule céréale consommée dans ce pays. Concrètement, les pays ont trouvé des formes d'ajustement : plutôt que des famines, ceux-ci ont généré des troubles sociaux importants, ce que l'on a appelé en 2008 les « émeutes de la faim », non pas tant en zones rurales pourtant les plus concernées par l'insécurité alimentaire, mais en ville, là où vivent les classes moyennes.

Par ailleurs, les outils des institutions aux échelons nationaux et internationaux appréhendent traditionnellement la famine ou la crise alimentaire comme un problème de désajustement entre la production et la demande. Or, il convient désormais de prendre cette problématique dans sa complexité, à savoir qu'une crise alimentaire – ou pire une famine – résulte de phénomènes multidimensionnels, d'une conjonction de facteurs négatifs. La disponibilité alimentaire et les prix jouent certes un rôle central, mais il ne faut pas évincer de l'équation les inégalités sociales ou la répartition des denrées produites. Cela renvoie à des questions fondamentales d'organisation des marchés, d'(in)égalités sociales, de politiques menées. Les pays actuellement confrontés aux situations alimentaires les plus graves comme le Yémen, la Syrie ou le Soudan produisent effectivement peu ; ils sont surtout touchés par des conflits armés.

MR : Je partage pleinement cette nécessité d'étudier les systèmes alimentaires. Prenons des pays où la situation alimentaire est très tendue comme le Yémen. Sa dépendance vis-à-vis du blé a une histoire : il y a 60 ans, ce pays ne consommait quasiment pas de blé mais de l'orge, du millet et du sorgho. Ces céréales étaient cultivées sur place, avec des systèmes de production

adaptés aux contraintes climatiques. Entre-temps, le secteur agricole a décliné à mesure que le secteur pétrolier se développait, puis les Etats-Unis ont exporté à bas prix du blé vers le Yémen mais également l'Inde ou d'autres pays d'Asie centrale.

Beaucoup de personnes font le parallèle avec la crise de 2008. Quelle analyse en faites-vous ?

ABR : Si on se fie aux indices de prix de la FAO, ceux-ci sont actuellement plus élevés qu'en 2008 ou 2011, années record, et même supérieurs à ceux de 1974. C'est un signe d'inquiétude. En outre, avec le changement climatique et la sensibilité de l'agriculture aux accidents météorologiques, cela ne va pas s'améliorer. Pour autant, je me méfie des approches trop globales. Par exemple, si l'on se focalise sur la région du Moyen-Orient, tous les pays ne sont pas exposés de la même manière. L'Egypte est fortement dépendante des importations de blé ukrainien et russe. Qui plus est, cette céréale occupe une place prépondérante dans l'alimentation quotidienne des égyptiens, ce qui appelle une grande vigilance pour cet Etat. D'où la nécessité d'avoir des raisonnements différenciés plutôt qu'une approche englobante de la sécurité alimentaire à l'échelle mondiale.

« Il y a une différence par rapport à la crise de 2008 : c'est la dimension politique »

MR : Il y a selon moi une différence fondamentale par rapport à la crise de 2008, c'est la dimension géopolitique. La Russie n'avait pas le même poids sur les marchés mondiaux en 2008. Aujourd'hui, elle utilise l'alimentation, précisément la disponibilité en céréales, comme levier stratégique. Bloquer les ports ukrainiens d'où partent celles-ci oblige l'Union européenne à négocier et reconsidérer les sanctions à l'encontre du Kremlin. Dès son arrivée au pouvoir, Vladimir Poutine a investi des sommes considérables dans l'agriculture, pour accroître les volumes et « réarmer » ce secteur.

ABR : Effectivement : en 2008, l'envolée des prix sur les marchés avait suscité des questionnements sur le rôle de l'OMC et le néolibéralisme, avec cette idée que le libre-échange devenait une contrainte pour les pays qui n'avaient pas la possibilité de protéger leur agriculture ou limiter les importations.

Désormais, la question des marchés internationaux se pose autrement, sous l'angle d'un redécoupage des échanges mondiaux selon des blocs géopolitiques. C'est la stratégie suivie par Vladimir Poutine qui, par

exemple, va utiliser les exportations de blé russe comme un instrument de pouvoir voire de chantage : si vous souhaitez accéder prioritairement à ces denrées, alors abstenez-vous de voter les résolutions onusiennes... Cela va nécessairement inciter les pays qui ne sont pas directement concernés par le conflit à réfléchir. N'oublions pas que la responsabilité d'un gouvernement, c'est d'être en capacité de protéger sa population et de la nourrir.

On constate un retour en force de l'argument productiviste pour pallier les effets du conflit et plus généralement assurer la sécurité alimentaire mondiale. Le 17 mars 2022, Emmanuel Macron déclarait par exemple : « La France portera une adaptation de la stratégie européenne "Farm to Fork" qui reposait sur un monde d'avant-guerre en Ukraine ». Le principal syndicat agricole français a également appelé de son côté à « produire plus ». Est-ce fondé ?

MR : Tout dépend « d'où » et « de quoi » on parle. La France est autosuffisante pour un grand nombre de filières, comme les céréales et la plupart des produits animaux mais est déficitaire pour ce qui concerne les fruits et les légumes. De même, l'Union européenne est autosuffisante pour la majorité des matières premières agricoles. Cependant, il existe ailleurs des zones très dépendantes des importations, donc des marchés mondiaux pour leurs approvisionnements. Or, on ne peut pas produire des céréales partout : certaines zones, comme l'Union européenne ou l'Amérique du Nord possèdent des conditions pédoclimatiques très favorables, ce qui n'est pas le cas en d'autres endroits. On passera à côté des principaux enjeux si on ne privilégie pas l'augmentation de la production et de la productivité dans les zones aujourd'hui tributaires des importations. Dans ce schéma, la France et l'Union européenne peuvent certes améliorer la situation alimentaire dans le monde via les exportations, mais également autonomiser les pays aujourd'hui dépendants des marchés extérieurs. Par ailleurs, n'oublions pas que si la France est autosuffisante pour bon nombre de productions agricoles, elle est très dépendante des importations énergétiques ou des engrais, ce qui n'est pas sans effets.

Cet argument productiviste surgit à chaque crise assez fortement. Ne masque-t-il par d'autres enjeux ?

ABR : Dans les situations de crise, il est toujours compliqué d'interpréter les signaux d'alerte lancés par les institutions nationales ou internationales. Sans supposer un cynisme de leur part, loin s'en faut, en alertant sur les risques de crises alimentaires ou de

famines, ces institutions jouent leur place sur l'échiquier mondial et vis-à-vis d'autres organismes. Trivialement, cela signifie un budget, des moyens d'action... Ce constat vaut également à l'échelle d'une politique nationale. En agriculture par exemple, quand on annonce un déficit de disponibilité sur les marchés internationaux du fait d'un conflit ou d'un accident climatique, cela donne la possibilité à un syndicat de réactiver le discours productiviste, de remettre sur le devant de la scène la profession agricole ainsi qu'une certaine vision du rôle de celle-ci.

Cela a été dit : parfois, il est nécessaire de produire plus et, à cet égard, je ne suis pas opposé à l'augmentation de la production dans un contexte géographique ou sectoriel donné. Par contre, le discours global prônant le « produire plus » à l'échelle mondiale pour nourrir le monde, me gêne car il tend à effacer toute une série d'enjeux. Citons pour commencer les enjeux sociaux. Au lieu d'aborder la problématique de la sécurité alimentaire sous l'angle agricole, il est tout à fait possible de l'approcher par le prisme social de la transformation des régimes alimentaires. Si on se pose sérieusement la question de l'impact de ces régimes, leurs conséquences sanitaires ou environnementales, la surconsommation en calories et protéines animales des régimes occidentaux, le problème n'est plus le même. Deuxième élément d'importance, l'environnement. La critique régulièrement adressée à l'idéologie productiviste consiste à en déplorer le manque de considération vis-à-vis des enjeux environnementaux - dégradation des sols, pollution des cours d'eau, effondrement de la biodiversité. Pourtant, une lecture attentive des discours des tenants d'un nouveau productivisme montre que ces enjeux ont été pleinement intégrés. Prétendre qu'ils les ignorent serait une erreur. Ainsi, ce discours en prise avec le contexte environnemental est porté non pas par des scientifiques adeptes du génie génétique à des fins d'accroissement de la productivité, mais par des conservationnistes, une branche particulière de l'écologie. Leur credo ? Mener une révolution doublement verte. S'ils ont foi dans la technologie, ils veulent que celle-ci soit tout à la fois plus productive et respectueuse de l'environnement. De leur point de vue, être plus respectueux de l'environnement, cela signifie être plus économe – en intrants, en eau, en engrais... - par unité de production. A chaque fois que vous améliorez les technologies et la productivité, il y a ce qu'on appelle un effet rebond : comme ces techniques sont plus efficaces, elles sont plus utilisées. C'est là à mon sens que doit porter la critique, au regard de ce paradoxe.

MR : Je voudrais revenir sur les critiques émises à l'encontre de la stratégie Farm to Fork et de la politique en faveur de la biodiversité, qui entrent toutes deux dans le Pacte vert. Dans le secteur agricole notamment, ces critiques s'appuient sur la publication de plusieurs études d'impact montrant qu'en l'absence d'accompagnement, le changement de pratiques induit par la réduction de l'usage des pesticides et des engrais entraînerait une baisse des volumes de production de 10 à 15%. Certes, ces études reposent sur des modèles imparfaits, mais la tendance est là. Et cette baisse de la production peut avoir des conséquences sur les prix mondiaux, particulièrement pour les produits qu'exporte l'Union européenne.

Le rôle d'un responsable politique, c'est de s'interroger sur les objectifs que l'on se donne et les moyens pour les atteindre. Cela implique de disposer de politiques agricoles suffisamment robustes financièrement et outillées, pour être à la hauteur des enjeux. Dans le cas contraire, on peut craindre pour la pérennité du secteur.

« Le discours prônant le "produire plus" tend à effacer toute une série d'enjeux »

Tout ceci appelle peut-être une question sur la gouvernance mondiale de l'alimentation. Comment les choses évoluent-elles ?

MR : Cela fait plusieurs décennies que l'OMC est bloquée et qu'il n'y a pas eu d'accord multilatéral entre tous les Etats pour moduler ou changer les règles du commerce international. Il importe pourtant que soient enfin pris en considération la spécificité agricole et le fait que les marchés agricoles ne fonctionnent pas comme les autres marchés. Ils surréagissent aux pénuries ou, à l'inverse, peuvent avoir de longues périodes de prix bas. En 2008, la crise n'a pas permis de revenir sur cet état de fait, malgré la pression des pays du Sud. Pour le contexte actuel, nous verrons ce qu'il en sera.

Des choses ont tout de même bougé en 2008, non ?

ABR : Il y a eu un accord très fort pour dire qu'il fallait changer... les choses. Principal changement : la création en 2011, sous l'impulsion de la France, d'un système d'information sur les marchés agricoles, « AMIS ». Fait surprenant, en dépit de la conjoncture actuelle marquée par une forte incertitude sur les prix, on parle très peu de ce dispositif. C'est d'ailleurs une caractéristique de la gouvernance internationale de la sécurité alimentaire que celle de créer une nouvelle

institution à chaque crise, plutôt que de réformer l'existant. Résultat : vous avez aujourd'hui des dizaines d'institutions, onusiennes notamment, ayant un mandat sur la sécurité alimentaire.

Autre problème, l'organisation des marchés agricoles. En France, à partir des années 1920, ce sont les offices qui ont permis d'organiser les marchés agricoles et de réguler les stocks. C'est également l'idée qui prévalait au moment de la création de la FAO, celle d'en faire un organisme de régulation des marchés agricoles internationaux, de manière très encadrée et régulée. Ce n'est pas cette vision qui s'est imposée mais celle des pays exportateurs – à l'époque les Etats-Unis, l'Australie...- qui voyaient dans les marchés agricoles un moyen d'exporter leurs surplus. Jusqu'à une période récente, ce sont les Etats-Unis qui ont d'une certaine manière régulé les marchés mondiaux car ils avaient cette faculté d'exporter des surplus. Aujourd'hui, c'est plutôt la Chine qui serait en capacité de le faire, au regard des réserves dont elle dispose. Reste à déterminer si elle cherche à sécuriser ses approvisionnements ou à jouer le rôle de gendarme du commerce mondial.

Marine, vous travaillez au service études, références et prospective de Chambres d'agriculture France. Quels éléments faut-il suivre ou surveiller ces prochains mois ?

MR : Dans l'immédiat, on sait que les tensions vont perdurer sur les marchés. Dans ce contexte, je suis avec intérêt et une certaine appréhension le rôle stratégique de l'agriculture dans l'affrontement entre blocs hégémoniques. Antoine évoquait à l'instant le rôle que pourrait jouer la Chine, régime allié à la Russie, sur les marchés mondiaux. Que l'agriculture soit utilisée à des fins politiques dans le conflit actuel est un point de vigilance important.

Qu'en est-il en France ? Antoine, vous avez étudié la crise des gilets jaunes. Doit-on s'attendre à des remous politiques ?

ABR : Contrairement aux années 1970, l'inflation actuelle n'est pas prise dans une boucle prix-salaires. Dit autrement, cela signifie qu'il n'y a pas de logique de rattrapage des prix par des augmentations de salaire, donc que le pouvoir d'achat s'amointrit. Par ailleurs, l'inflation ne touche pas que l'alimentation, mais également d'autres postes – essence, énergie, logement. Or, à la différence de l'alimentation, ceux-ci induisent des dépenses rigides. On l'a bien vu lors de la crise des gilets jaunes : si vous devez prendre tous les jours la voiture pour aller au travail, c'est une dépense que vous devez accepter, et si le prix de

l'essence augmente, cette dépense augmente elle aussi. Bien que toute aussi essentielle, l'alimentation est quant à elle une dépense modulable. Que le budget soit sous pression et elle devient la variable d'ajustement, avec des répercussions sur le bien-être et un sentiment de dégradation du statut social. Les biens que les consommateurs achètent n'ont pas simplement un statut économique, ils ont également un statut normatif. Si vous appréhendez la crise des gilets jaunes sous l'angle strictement économique, vous passez à côté. A l'époque, avec la taxe sur le carburant, le diesel arrivait à un prix qui n'était pas sans précédent. On a fait peser une taxe sur une partie de la population, désignée comme responsable de la pollution. A mon sens, c'est cette injustice-là qui a engendré cette révolte, plus que l'aspect économique. D'où l'importance de prendre en compte ce statut normatif des biens.

DÉBAT

Benoît Guillard. Il me semble qu'un enjeu important, peu nommé, c'est la sobriété des échanges et la réduction du gaspillage alimentaire en particulier. Sur l'ensemble de la filière alimentaire, du champ à l'assiette, 30% de la production est gaspillée, voire 50% si l'on inclut la restauration collective.

Deuxièmement, il faut élargir la discussion et ne pas se focaliser uniquement sur l'enjeu alimentaire. Certes celui-ci est important mais il est également lié à d'autres enjeux comme l'eau et l'énergie. Sur ce dernier point, évoquer la productivité n'a pas grand sens si l'on ne parle pas par exemple de l'énergie nécessaire à la fabrication des engrais.

Christian Fourcade, président de la FDSEA des Hautes-Pyrénées : Je doute que nous soyons en crise alimentaire. Il faut distinguer la question de la production – et à ce titre je rappelle que la seule chose qui a manqué en période de Covid, c'est le papier toilette – de celle de l'accès. Par ailleurs, le niveau de revenu n'est pas toujours en adéquation avec l'alimentation achetée, les plus modestes pouvant y attacher une attention particulière par rapport aux plus aisés. Prenons donc garde aux catégorisations réductrices !

Ensuite, que dit la FNSEA ? Produire, certes, mais produire français ou européen. Or l'Union européenne importe près de 50% de son alimentation. En Europe,

nos dirigeants ont fait le choix d'entrer dans une logique libérale à rebours de ce qu'ont fait d'autres pays comme les Etats-Unis ou l'Australie, très protectionnistes, ou même la Russie qui a fortement investi ce secteur. Nous en payons aujourd'hui les conséquences. Pour l'instant, l'alimentation ne manque pas – les agriculteurs français assument leurs responsabilités, tout un chacun a pu le constater lors de la crise du Covid. Si le contexte appelle à la réflexion, inutile d'agiter le chiffon rouge de la peur pour faire avancer la société. Notre principal problème aujourd'hui, c'est la surpopulation.

Marine Raffray : Je rejoins Benoît Guillard sur l'importance d'accroître l'efficacité de la chaîne alimentaire pour réduire le gaspillage, ici comme dans les pays en développement. Il existe différentes évaluations de ce que représentent les pertes alimentaires à l'échelle mondiale. 15% de la production serait perdue entre le moment de la récolte et l'accès au marché. Si vous intégrez la distribution et la consommation au domicile ou à l'extérieur, c'est 15% supplémentaire. Ce levier permettrait de nourrir plusieurs millions de personnes en plus, répondant ainsi aux interrogations sur les évolutions démographiques. Sur ce point, les projections les plus récentes indiquent en outre un fléchissement de la vitesse de croissance ; il n'est pas certain que nous serons dix milliards en 2050.

Enfin, concernant la politique de la peur, nous avons pris soin de signaler qu'il n'y avait pas pour l'heure de pénurie, mais des tensions sur les approvisionnements, même en France. L'Insee a publié récemment une note de conjoncture dans laquelle elle souligne les tensions sur les conditions de production³ dans tous les secteurs, industriels comme agricoles.

Enfin, la sécurité alimentaire n'est pas qu'une question de disponibilité mondiale mais de disponibilité pour chaque ménage, ici comme ailleurs. Cela implique les accès physique et économique à l'alimentation ainsi que la qualité nutritionnelle, ces trois facteurs devant être pérennes.

ABR : Dans notre dialogue, j'ai tenté d'appeler à la prudence en insistant notamment sur la nature multifactorielle d'une crise alimentaire. Je ne crois pas avoir contribué à agiter des peurs irrationnelles. Ceci dit, cette question de la peur mérite qu'on s'y arrête. Elle constitue un problème pour le mouvement écologiste : ce dernier peine en effet à proposer un

3 Point de conjoncture du 7 septembre 2022. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6526900>

avenir désirable, à passer d'un discours centré sur « *on va au-devant de catastrophes* » à la proposition d'un autre modèle de société. De mon point de vue, nous avons donc moins un problème de peur, et avec lui un refus d'affronter les choses, qu'une difficulté à décider des actions à engager pour transformer et réorienter nos modes de vie comme nos systèmes productifs. Deuxième point, la sobriété. Oui, tout à fait ! Mais avec cette réserve : que celle-ci ne soit pas strictement technique. Par exemple, l'enjeu ne doit pas être la seule réduction du gaspillage alimentaire et le changement des comportements individuels. Il faut aller au-delà, avec des changements plus structurels, sur nos manières de produire, nos modes de vie, les choix politiques. Je ne suis personnellement pas opposé au commerce international, d'autant moins que nous entrons dans un contexte d'accidents climatiques. Reste que le commerce international tel qu'il est actuellement proposé par l'OMC s'avère défaillant.

« L'Europe a fait le choix d'entrer dans une logique libérale, à rebours des autres pays »

Elodie Cazaban, agricultrice : Les populations vivant dans les pays dépendant des importations de blé payent un lourd tribut aux politiques agricoles des nations qui ont largement subventionné leurs agricultures pour exporter à bas prix. Pouvez-vous me dire si, depuis la crise de 2008, certains acteurs gouvernementaux ou de terrain tentent d'inverser la tendance en redéployant des approvisionnements locaux ? Je pense par exemple au mouvement porté le syndicaliste guadeloupéen Elie Domota en 2009, qui dénonçait la dépendance alimentaire des Antilles vis-à-vis de la métropole. Il est tout de même incroyable de constater qu'aux Antilles, le plat phare est le colombo de poulet, alors qu'il n'y a aucune rizière en Guadeloupe et que, bien que les poulets soient élevés sur place, les poussins arrivent par avion. Il ne s'agit pas de stopper du jour au lendemain les échanges internationaux mais à minima de se réapproprier son alimentation.

Franck Bocher, directeur du lycée agricole et forestier Jean Monnet. Il y a un certain nombre d'années, l'agronome Marcel Mazoyer était arrivé à la conclusion qu'un marché alimentaire n'as plus de sens au-delà de l'échelle d'un continent. D'où cette question : quelles sont les denrées alimentaires que l'on a tout intérêt à relocaliser, parce que leur transit génère un fort gaspillage de la denrée elle-même ou

de l'énergie nécessaire à son transport ? C'est également l'un des enjeux des Projets alimentaires territoriaux...

ABR : Vos deux questions se font écho. Il y a une spécificité des pays insulaires : ceux-ci sont confrontés à d'énormes problèmes alimentaires. Posons-nous sérieusement la question de la réappropriation de l'alimentation avec l'organisation des marchés locaux. Pourquoi les Antilles ne produisent-elles pas localement ce qu'elles consomment ? Parce qu'elles se sont spécialisées dans la production de banane, marquée par l'usage du chlordécone pendant près de vingt ans. Si les Antillais tentaient aujourd'hui de produire localement leur alimentation, ils le feraient dans des sols pollués par ce pesticide, avec des risques sanitaires importants. Il est important de se réapproprier localement l'alimentation, afin de questionner l'empreinte écologique de celle-ci. Reste que le cas des Antilles montre qu'on ne peut pas le faire de n'importe quelle manière. De fait, il n'y a pas de réponse unique à la question de l'échelle pertinente pour produire notre alimentation.

MR : La diversification des cultures est intéressante à plus d'un titre. Economiquement, elle amoindrit le risque financier lié à une mauvaise récolte ou une chute des prix sur une denrée donnée. Agronomiquement, elle accroît les rendements et diminue la pression parasitaire. Cela nécessite néanmoins de bien articuler cette diversification avec les débouchés, pour stocker et distribuer les produits. Les politiques de relocalisation doivent donc englober tous ces aspects.

Dans les années 80/90, les pays en développement ont été encouragés à développer les cultures de rente pour faire entrer des devises sur leur marché intérieur. Il s'agissait même d'un des critères des institutions internationales pour l'octroi d'aides, posture de plus en plus critiquée.

Concernant la bonne échelle d'un marché alimentaire, je ne saurais dire à partir de quelle distance kilométrique l'efficacité s'érode. Je constate toutefois que le degré d'internationalisation des échanges s'accroît, que nous exportons de la poudre de lait et du porc vers la Chine ou encore que, compte-tenu du poids de l'Empire du milieu sur les marchés mondiaux, il va être amené à nouer des partenariats commerciaux en dehors de son continent.

Enfin, nous avons parlé du choix fait par l'Union européenne en matière de libre-échange, par rapport à d'autres pays ayant maintenus un certain protectionnisme. C'est une décision politique. En tant

qu'électeurs, nous les construisons. *[Une participante : Je ne partage pas votre opinion, les membres de la Commission ne sont pas élus.]* Les Commissaires européens sont nommés par les chefs d'Etat, ceux-ci étant élus démocratiquement. Ce que je veux dire, c'est que, souvent, on jette l'opprobre sur l'Europe, omettant le rôle de chaque gouvernement dans les décisions adoptées à l'échelle communautaire.

Marie-Clémence Duguet : Ne pensez-vous pas que notre premier bulletin de vote soit notre façon d'acheter ce que nous mangeons ?

Lola, élève, lycée Jean Monnet : Acheter, c'est voter. Nous sommes les acteurs de ce monde. Les choix que nous faisons l'orientent.

ABR : Que met-on derrière le mot démocratie ? La manière dominante de le définir dans nos pays, c'est le système électoral et le gouvernement représentatif. Pour autant, les élections et les institutions suffisent-elles pour faire démocratie ? Elles sont bien sûr importantes mais insuffisantes de mon point de vue. La démocratie, c'est également une forme de vie et d'expérience. En expliquant que nos choix sont aussi « des bulletins de vote », vous l'avez ainsi déplacée dans le domaine de la vie quotidienne, ce qui est encore une autre façon de la définir. Personnellement, j'ai quelques réserves avec cette approche axée sur l'impact de nos choix de consommation car elle tend à assimiler la démocratie à la consommation donc au marché. Or, une démocratie par le marché peut rencontrer les mêmes problèmes d'exclusion qu'une démocratie électorale. Sur ce dernier point, on voit bien qu'aujourd'hui tout un pan de la population ne vote plus et se désintéresse de ces questions.

Pierre Martin, éleveur en zone de montagne : Un élément manque de mon point de vue : l'émergence et la prédominance des marchés à terme⁴, virtuels, qui concernent l'essentiel des filières agricoles et alimentaires mondiales. Ces aspects financiers sont importants car nous devons nous y adapter.

Deuxième chose, l'environnement. Je ne connais pas un seul agriculteur qui ne cherche pas à bien faire son travail. Cependant, la profession se voit confier des missions variées qui vont de la production alimentaire à la lutte contre le changement climatique, la défense des territoires ruraux, le maintien de la biodiversité, la

lutte contre les incendies, etc. Sur notre territoire, la moitié des espaces agricoles sont des zones pastorales en élevage extensif, 10% du territoire est classé en zone Natura 2000.

Dernière chose, l'énergie. Il y a certes la dépendance énergétique du secteur agricole mais également sa capacité à en fournir avec le développement des biocarburants, de la méthanisation, du photovoltaïque ou de l'éolien. Or ceci pose des questions plus politiques tant sur l'usage du foncier que la finalité de l'agriculture. La crise alimentaire peut ainsi avoir pour origine la concurrence entre les différents objectifs assignés à l'agriculture.

Christian Manauthon : Dans votre exposé, vous avez évoqué la flambée des prix agricoles. En triant les papiers de l'exploitation, auparavant laitière, j'ai retrouvé les feuilles de paie des années 1980 : le prix de la tonne de lait était le même que récemment. Certes, les prix ont grimpé en flèche mais n'oublions pas qu'ils sont restés extrêmement bas pendant quarante ans ! Et cela vaut pour d'autres denrées comme le maïs.

Une dernière remarque concernant l'énergie. A ma connaissance, une part non négligeable de la production végétale part dans la fabrication d'éthanol afin de réguler le prix des carburants fossiles. L'énergie nucléaire est, elle-aussi, indexée sur le prix du gaz. Pourriez-vous nous en dire plus sur ces mécanismes de régulation entre les sources d'énergie ?

MR : Le marché européen de l'énergie est d'une complexité sans nom, aussi vais-je me centrer sur la question de la concurrence entre les usages. Aux Etats-Unis, la proportion de maïs orientée vers la fabrication d'agrocarburants s'est accrue pour atteindre presque un tiers de la production totale. Cette concurrence est donc de plus en plus forte. Certains pays comme le Brésil ont mis en place des outils intéressants pour réguler les marchés agricoles et énergétiques : la part de sucre allouée à la production d'éthanol est ajustée à la quantité de surplus disponible.

Concernant le prix du lait, rappelons brièvement que le marché agricole européen fonctionnait autrement, avec une politique de soutien au prix dans le cadre de la PAC et une certaine stabilité. Aujourd'hui, les marchés sont dérégulés, fluctuants, avec de fortes variations des prix. Par ailleurs, cette variabilité des prix doit être interprétée à l'aune de la flambée des coûts de production, qui réduisent les marges. Dans le

4 Marché où le dénouement des opérations d'achat ou de vente est postérieur à la date d'engagement.

secteur laitier, ce sont surtout les prix élevés de la viande qui permettent aux éleveurs de dégager une marge positive que les prix du lait, peu rémunérateurs.

C. Fourcade : En Hautes-Pyrénées, les exploitations font en moyenne trente-cinq hectares, avec un système de polyculture élevage. Alors qu'il est en phase avec les attentes sociétales, ce système disparaît pas à pas, à mesure que l'élevage recule dans le département, faute de renouvellement des actifs agricoles. Sur dix élevages, seuls trois sont repris par des jeunes méritants.

ABR : Plusieurs interventions portent sur la pérennité de certains modèles productifs et la transmission technicoéconomique de l'exploitation. Auparavant, l'agriculture familiale était le modèle dominant en France, celui qui possède l'exploitation étant également celui qui y travaille et qui la cèdera à ses enfants au moment de son départ à la retraite. Le dernier recensement agricole montre que les exploitations sont de plus en plus grandes et mécanisées ce qui pose des soucis lors la transmission car il faut d'importants capitaux pour pouvoir y accéder. Dans ce contexte, le modèle historique disparaît au profit de formes plus capitalistiques comme cela existe en Amérique du Sud ou en Afrique du Sud : l'exploitant n'est plus le propriétaire foncier.

MR : Si on parvient à mettre l'économie au centre de la transition agroenvironnementale, les conditions d'une bonne transmissibilité des exploitations seront réunies. Pour l'heure, les ambitions politiques restent cantonnées aux indicateurs environnementaux, ce qui s'avère regrettable. Sans inclusion de la dimension économique, on n'y arrivera pas.

Dans un second temps, il convient également de poser la question de la diversification des profils. Les volontaires ne manquent pas, encore faut-il les aider. Enfin, la troisième révolution agricole basée sur la robotique, la génétique et le numérique, présente sans nul doute des atouts. J'émettrai néanmoins cette réserve : prenons garde à ne pas accroître encore plus le capital à investir lors de la reprise d'une exploitation, ce dernier étant – on le sait – un facteur limitant. Par ailleurs, il faudra également être vigilant à ce que les gains de productivité réalisés puissent être captés par les agriculteurs et non pas, comme cela a été le cas pour la motorisation, par d'autres acteurs comme les promoteurs de ces outils.

À LIRE ÉGALEMENT SUR AGROBIOSCIENCES.ORG

[Sélection d'ouvrage] Un monde sans faim. Gouverner la sécurité alimentaire. Chronique à propos de l'ouvrage d'Antoine Bernard de Raymond et Delphine Thivet. Mai 2022.

[L'OMC, la Chine et les Etats-Unis] « Qu'elle le veuille ou non, l'Europe est partie prenante de ces tensions » Sébastien Jean, directeur du Centre d'études prospectives et d'informations internationales. Juin 2020.

La mondialisation, stop ou encore ? Entretien avec Lahsen Abdelmalki, Université Lumière Lyon 2. Juin 2020.

[Protectionnisme] "On lui a taillé un costume trop grand pour lui. Dossier de Valérie Péan, dans Sesame 12.

Edité par la Mission Agrobiosciences-INRAE

24 chemin de Borde Rouge

Auzeville CS 52627

31326 Castanet-Tolosan

Tel : (33) 5 61 28 51 37

www.agrobiosciences.org